Document généré le 13 juil. 2025 12:59

Sens public

Le Gini hors de la bouteille. Entretien avec Branko Milanovic

Niels Planel et Branko Milanovic

2011

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1063092ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1063092ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Planel, N. & Milanovic, B. (2011). Le Gini hors de la bouteille. Entretien avec Branko Milanovic. *Sens public*. https://doi.org/10.7202/1063092ar

Résumé de l'article

Branko Milanovic compte sans doute parmi les spécialistes des inégalités les plus importants sur la scène internationale. Économiste à la Banque mondiale, il se penche sur les questions des disparités depuis plusieurs décennies. Dans son livre paru cette année, {The Haves and the Have-Nots} (Les nantis et les indigents), il réussit le tour de force de rendre accessibles au plus grand nombre des idées complexes sur les inégalités entre les individus, entre les pays, et entre les citoyens du monde dans un style attrayant. Pour ce faire, l'auteur illustre ses propos au travers de petites histoires (des « vignettes ») audacieuses et d'une incroyable originalité, dans lesquelles il répond à des questions fascinantes : les Romains prospères étaient-ils comparativement plus riches que les super riches d'aujourd'hui ? Dans quel arrondissement de Paris valait-il mieux vivre au 13e siècle, et qu'en est-il aujourd'hui ? Sur l'échelle de la redistribution du revenu au Kenya, où se situait le grand-père de Barack Obama ? Est-ce que le lieu de naissance influence le salaire que vous aurez au long d'une vie, et si oui, comment ? Qu'a gagné Anna Karénine à tomber amoureuse ? La Chine survivra-t-elle au mitan du siècle ? Qui a été la personne la plus riche au monde ? Reprenant également les travaux de Vilfredo Pareto, Karl Marx, Alexis de Tocqueville, John Rawls ou Simon Kuznets à une époque où la question des inégalités préoccupe de plus en plus, son ouvrage fait le pari d'éclairer un enjeu aussi ancien que passionnant. Branko Milanovic a accepté de répondre aux questions de Sens Public.

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Sens [public]
Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

Le Gini hors de la bouteille

Entretien avec Branko Milanovic

PROPOS RECUEILLIS PAR NIELS PLANEL

Résumé: Branko Milanovic compte sans doute parmi les spécialistes des inégalités les plus importants sur la scène internationale. Économiste à la Banque mondiale, il se penche sur les questions des disparités depuis plusieurs décennies. Dans son livre paru cette année, *The Haves and the Have-Nots*[1] (Les nantis et les indigents), il réussit le tour de force de rendre accessibles au plus grand nombre des idées complexes sur les inégalités entre les individus, entre les pays, et entre les citoyens du monde dans un style attrayant. Pour ce faire, l'auteur illustre ses propos au travers de petites histoires (des « vignettes ») audacieuses et d'une incroyable originalité, dans lesquelles il répond à des questions fascinantes : les Romains prospères étaient-ils comparativement plus riches que les super riches d'aujourd'hui ? Dans quel arrondissement de Paris valait-il mieux vivre au 13e siècle, et qu'en est-il aujourd'hui ? Sur l'échelle de la redistribution du revenu au Kenya, où se situait le grand-père de Barack Obama ? Est-ce que le lieu de naissance influence le salaire que vous aurez au long d'une vie, et si oui, comment ? Qu'a gagné Anna Karénine à tomber amoureuse ? La Chine survivra-t-elle au mitan du siècle ? Qui a été la personne la plus riche au monde ? Reprenant également les travaux de Vilfredo Pareto, Karl Marx, Alexis de Tocqueville, John Rawls ou Simon Kuznets à une époque où la question des inégalités préoccupe de plus en plus, son ouvrage fait le pari d'éclairer un enjeu aussi ancien que passionnant. Branko Milanovic a accepté de répondre aux questions de Sens Public.

Abstract: Branko Milanovic is one of the leading world specialists on inequality. An economist at the World Bank, he's been dealing with issues related to income distribution for decades. In a book published this year, The Haves and the Have-Nots, he manages to make complex ideas about inequalities within individuals, nations and globally accessible to a wide audience. In it, his essays on these topics are illustrated by audacious and very original « vignettes » in which he answers fascinating and diverse questions such as: Were affluent Romans comparatively richer than today's super riches? Does the place where you are born influence the revenue you will generate over a lifetime? What did Anna Karenina get for falling in love? Will China survive by the mid-century? Who has the richest person in the world been? Feeding his reflections with the findings of Vilfredo Pareto, Karl Marx, Alexis de Tocqueville, John Rawls or Simon Kuznets at a time when the issue of inequality has become so important, his book enlightens us on a topic that is both ancient and captivating. Branko Milanovic has answered Sens Public's questions.

[1] *The Haves and the Have-nots – A brief and idosyncratic History of Global Inequality*, Basic Books, New York, 2011. Non traduit.

Le Gini hors de la bouteille
Entretien avec Branko Milanovic[2]

Propos recueillis par Niels Planel

SP – D'où votre intérêt pour le sujet des inégalités vous vient-il ?

BM – Depuis le lycée, et même depuis l'école élémentaire, j'étais toujours très intéressé par les enjeux sociaux. J'ai choisi l'économie précisément pour cela. C'était une science sociale et elle traitait de ce qui était probablement l'une des questions les plus importantes à l'époque : comment augmenter le revenu des gens, comment leur permettre de vivre de meilleures vies, dans de plus grands appartements, avec un accès à l'eau chaude, au chauffage, des rues mieux pavées, des trottoirs plus propres.

J'ai étudié dans ce qui était alors la Yougoslavie, qui avait un fort taux de croissance. Le bien être des gens (y compris celui de ma propre famille) augmentait chaque année ; atteindre un taux de croissance de 7-10% par an semblait presque normal. J'aimais l'économie empirique, et j'ai choisi les statistiques (dans le département d'économie). Dans les statistiques, on travaille beaucoup avec les questions de distributions. Et puis, soudainement, les deux intérêts que j'avais préservés, en l'état, dans deux compartiments séparés de mon cerveau, celui pour les enjeux sociaux, et celui pour les statistiques, se sont rejoints.

J'étais assez fasciné (j'avais alors vingt ou vingt-et-un ans), quand j'ai appris pour la première fois des choses au sujet du coefficient de Gini, Pareto ou de la distribution log-normale, et j'ai commencé à voir si les données sur les revenus que j'avais épouseraient la courbe. C'était une époque où l'on utilisait du papier et un stylo, une calculatrice à la main, pour chiffrer la taille de chaque groupe, leur part du revenu total, et pour appliquer une fonction statistique afin de voir si elle correspondait aux nombres ou non. Il me semblait que, d'une certaine manière, le secret de la façon dont l'argent est distribué parmi les individus, ou celui de la manière dont les sociétés sont organisées, apparaîtraient en face de moi. J'ai passé de nombreuses nuits à parcourir ces nombres. Je l'ai souvent préféré à aller dehors avec des amis.

SP – Combien de temps vous a pris l'écriture de votre livre sur l'inégalité, et où avez-vous puisé votre inspiration pour rédiger autant d'histoires aussi diverses (vos "vignettes") ? Les économistes

[2] Version originale sur Sens Public : « The gini out of the bottle. An interview with Branko Milanovic » http://www.sens-public.org/article.php3?id_article=887

Article publié en ligne : 2011/11
http://www.sens-public.org/spip.php?article886

semblent souvent penser d'une manière très abstraite. En utilisant des exemples ancrés dans la vie quotidienne des gens (la littérature, l'histoire, etc.), quelle était votre intention ?

BM – Le livre a été rédigé en moins de cent jours, et cela inclut les jours où je ne pouvais pas écrire à cause d'autres choses que j'avais à faire, ou parce que je voyageais. Les meilleurs jours furent ceux où je rédigeais une, voire deux vignettes en moins de vingt-quatre heures. Ceci étant, toutes les idées pour les vignettes et les données requises existaient déjà. C'est pourquoi il m'a été possible d'écrire le livre aussi vite. C'est au cours des nombreuses années où je faisais un travail plus « sérieux » qu'une idée (qui deviendrait plus tard une « vignette ») me frappait, et je passais alors plusieurs heures ou journées à penser et calculer des choses pour lesquelles je ne voyais pas encore un moyen évident de publication. Le vrai défi a été de trouver un format qui permettrait de rassembler tous ces morceaux que j'aimais, et que les gens semblaient apprécier lorsque je les présentais à des conférences, dans un livre. Une fois que, avec l'éditeur de mon premier livre, Tim Sullivan, je parvins à la présente structure, où chaque sujet est introduit par un essai assez sérieux, assez académique, puis illustré par des vignettes, écrire le livre devint facile et vraiment plaisant. J'écris d'ordinaire facilement et rapidement et il me semble que je n'ai jamais rien écrit avec autant d'aise. Et je pense que cela se voit dans le texte.

J'ai tâché d'accomplir deux choses : prendre du plaisir en écrivant les vignettes, et montrer aux lecteurs que bien des concepts secs de l'économie n'ont pas pour sujet des « agents économiques » (comme on appelle les gens en économie), ou des « attentes rationnelles », ou des « marchés efficaces », etc., mais des personnes comme eux-mêmes, ou des personnes célèbres, ou des personnages de fiction. Et que, eux, les lecteurs, ont rarement fait cette transition, à savoir, réaliser que l'économie, et la distribution du revenu, ont vraiment pour sujet les gens, les personnes réelles : comment ils gagnent et perdent de l'argent, comment les riches influencent le processus politique, qui paye des impôts, pourquoi des pays prospèrent et déclinent, pourquoi ce sont toujours les mêmes équipes de football qui gagnent, et même comment une inégalité élevée a pu engendrer la crise actuelle. Ce sont là, je pense, des sujets qui nous concernent tous, fréquemment, au quotidien, et que les économistes rendent compliqués en utilisant un jargon impénétrable.

SP – En France, des écrivains comme Victor Hugo et Émile Zola ont produit une œuvre impressionnante sur les conditions sociales et les inégalités de leur époque. Et l'une des vignettes les plus fameuses de votre livre se fonde sur le roman de Tolstoï, *Anna Karénine*. Vous faites également référence à *Orgueil et Préjugés*, de Jane Austen… Est-ce que la littérature est un outil aussi efficace que l'économie pour comprendre, observer et expliquer les inégalités ? Et si oui, est-

ce que la littérature est toujours une force puissante pour sensibiliser les gens aux inégalités dans le monde d'aujourd'hui, ou bien l'économie est-elle plus efficace pour cela ?

BM – La littérature européenne du 19e siècle, et la française en particulier, sont des trésors d'informations sur les sociétés européennes de l'époque et, de ce fait, sur la distribution du revenu. Les grands romans de cette période se préoccupaient de décrire les sociétés telles qu'elles étaient, de regarder les destins individuels dans le cadre d'ensemble de l'évolution sociale, et puisque l'argent jouait un rôle si important, les livres sont pleins de données détaillées sur les revenus, les salaires, le coût de la vie, le prix des choses, etc. C'est vrai de Victor Hugo (dont je connais moins bien les livres) mais bien sûr, également, de Zola et Balzac, ou Dickens. Je pense que la *Comédie humaine* de Balzac pourrait être aisément convertie en une étude empirique sur l'inégalité de revenu, et la mobilité sociale, au sein de la société française de l'époque. Balzac voyait bien sûr son œuvre comme un portrait de la société dans son ensemble. *Orgueil et préjugés* et *Anna Karénine* sont plus limités dans leur prisme (particulièrement le premier) mais ils se concentrent sur une chose qui me semble intéressante : le revenu au sommet de la pyramide de la richesse, les énormes différences de revenus entre ceux qui sont bien lotis et ceux qui sont extrêmement riches, et sur la position des femmes pour qui la seule voie vers une vie confortable et riche passait par le mariage. C'est pourquoi le mariage et l'argent, les « alliances » et les « mésalliances » avaient tant d'importance dans la littérature de l'époque.

Je ne connais pas bien la littérature d'aujourd'hui. Un changement clair me semble avoir eu lieu au cours du siècle dernier. L'objectif est moins de présenter une peinture de la société que de se concentrer sur les individus, leur vie intérieure. Je pense que par principe, une telle littérature est bien moins critique des arrangements sociaux, principalement parce qu'elle les considère comme acquis, ou, si elle est critique, les regarde comme reflétant un malaise humain de base, une condition humaine immuable. Pour prendre un exemple, j'ai aimé et presque tout lu de Sartre et Camus, mais vous ne trouverez presque aucun chiffre dans leurs livres sur combien untel gagne ou sur combien les choses coûtent. Ceci, malgré l'ostensible gauchisme politique de Sartre. De ce point de vue, Balzac était bien plus gauchiste que ce dernier. Pareillement, vous ne trouverez rien de tel dans les sept volumes de Proust malgré le fait que son œuvre est largement au sujet de la société et des changements de fortune (souvent, littéralement, des changements de richesses) parmi la classe aux plus hauts revenus. Mais savons-nous combien Mme de Guermantes gagne par an ? De combien est-elle plus riche que Swann ? Ou, d'ailleurs, quel est le revenu du père du narrateur ?

Je ne vois pas la littérature d'aujourd'hui comme une force puissante pour le changement. Je pense qu'elle a perdu l'importance qu'elle avait au 19e siècle en Europe, en Russie et aux États-

Unis. Aujourd'hui, vous avez des hystéries au sujet de tel ou tel livre, et pas plutôt que le volume a été lu, ou plutôt semi-lu, il tombe dans l'oubli.

SP – Dans le paysage d'aujourd'hui, où voyez-vous les Tolstoï et les Austen – des auteurs et des artistes qui présentent une vue détaillée des inégalités ?

BM – Je pense que ce rôle a été « spécialisé » comme tant d'autres rôles dans les sociétés modernes. Il appartient maintenant aux économistes et aux philosophes politiques. Je vois ces deux groupes (combinés peut-être aux sociologistes dans la mesure où ceux-ci sont désireux d'étudier des phénomènes sociaux sérieux plutôt que les menus détails du comportement humain) comme les personnes, peut-être mues par leurs intérêts professionnels, qui peuvent dire quelque chose au sujet des inégalités dans les sociétés où nous vivons. Et dire quelque chose qui ne soit pas simplement des « conjectures » ou des « sentiments », mais fondé sur une preuve empirique ou (dans le cas des philosophes politiques) sur une étude sérieuse et une analyse de la manière dont les sociétés peuvent ou devraient être organisées.

Pour être clair, j'aimerais donner un exemple. Considérez le mouvement actuel des *indignados*, le mouvement des (comme le slogan le dit) « 99% contre le 1% ». Mais si l'on demande où, dans la distribution du revenu mondiale, se trouvent ces « 99% » qui manifestent dans les pays riches, nous trouvons qu'ils sont dans la position supérieure de la distribution du revenu mondiale, disons, autour du 80e percentile. En d'autres mots, ils sont plus riches que les 4/5e des individus vivant dans le monde. Ceci étant, ce n'est pas un argument pour dire qu'ils ne devraient pas manifester, mais ce fait empirique soulève immédiatement la question suivante, celle dont traitent les philosophes politiques.

Supposons, pas tout à fait de manière irréaliste, que la mondialisation marche de telle façon qu'elle augmente les revenus de certains parmi ces « autres » 4/5e de l'humanité, ceux vivant en Chine, en Inde, en Afrique, et qu'elle réduit les revenus de ceux qui manifestent dans les rues des pays riches. Que devrait être la réponse à cela ? Devrions-nous considérer ce qui est meilleur pour le monde dans son entièreté, et dire ainsi à ces « 99% » : « vous autres, vous êtes déjà riches selon les standards mondiaux, laissez maintenant quelques autres, qui sont prêts à faire votre travail pour une fraction de l'argent que vous demandez, le faire, et améliorer ce faisant leur sort d'un rien, gagner un accès à l'eau potable ou donner naissance sans danger, par exemple, des choses que vous avez déjà et tenez pour acquises ». Ou bien, devrions-nous dire au contraire que la redistribution doit d'abord avoir lieu dans chaque pays individuellement, c'est-à-dire que l'on redistribue l'argent depuis le 1% le plus riche vers les autres 99% dans le même pays, et, seulement une fois cela accompli, pourrions-nous commencer à envisager ce qui devrait se faire à

© Sens Public

l'échelle mondiale ? Un optimum global serait ainsi atteint quand chaque pays prendrait soin de lui-même au mieux en premier lieu. Cette dernière position, où l'optimum global n'existe pas en tant que tel mais est le « produit » des optimums nationaux, est la position de John Rawls. La précédente, qui considère l'intérêt de tous sans se préoccuper des pays individuellement, est celle de philosophes politiques plus radicaux. Mais, comme on le voit, prendre une position ou l'autre a des conséquences très différentes sur notre attitude envers la mondialisation ou les revendications des mouvements comme les *indignados* ou *Occupy Wall Street*.

SP – Jusqu'à la fin, votre livre se refuse à entrer dans des considérations politiques sur l'inégalité. Quel est le rôle de la politique dans le combat ou le développement des inégalités ?

BM – Je voulais que mon livre reste relativement neutre par rapport à la politique d'aujourd'hui. Les livres de plaidoyer avec des titres longs et idiots ne font pas long feu. Ce sont des « éphémérides ». Qui se souvient aujourd'hui des livres qui, il y a vingt ans, nous mettaient en garde contre la prise de pouvoir mondiale du Japon et pressaient les gouvernements occidentaux de réagir ? Et avant cela, c'était l'OPEC, et encore avant cela, l'Union soviétique.

Réduire les inégalités sera un processus long et laborieux. Depuis la fin des années 1970, une large poussée des inégalités en Occident a eu lieu en conséquence d'un changement idéologique à l'avant-garde de laquelle se trouvaient des économistes comme Hayek et Friedman, et l'école de Chicago en général. Leurs prescriptions furent mises en œuvres par Margaret Thatcher et Ronald Reagan. A la même époque, Deng Xiaoping, suivant la même idéologie (« être riche, c'est être glorieux »), initia des réformes néolibérales similaires en Chine. Et à bien des égards, les réformes en Occident et en Chine ont eu un succès extraordinaire.

Mais elles ont échoué à offrir une société plus heureuse. L'argent, très inégalement distribué, a alimenté la corruption, permis un mode de vie ostentatoire, a rendu triviaux les soucis liés à la pauvreté des autres au travers de fausses organisations-jouets détenues par les riches, a réduit les services sociaux de base dans lesquels l'idée de la citoyenneté était ancrée, comme l'éducation et la santé. Les sociétés occidentales sont devenues beaucoup plus riches, mais, pour reprendre la raillerie de Thatcher, elles sont devenues bien moins sociétés : elles sont souvent seulement des collections d'individus en compétition mutuelle. La Chine est devenue immensément plus riche qu'en 1978, mais c'est l'un des quelques pays dans le monde où les gens sont de moins en moins heureux année après année, selon la World Values Survey. Et les mêmes programmes néolibéraux, mis en œuvre en Russie, après avoir presque détruit le pays, ont conduit à des augmentations massives de la mortalité, ils ont détruit les liens sociaux et les ont remplacés par du cynisme et de l'anomie.

Aussi, pour défaire certains de ces développements, il nous faudra des années de changement. Qui plus est, on ne voit pas même à l'horizon comment ces demandes pour du changement peuvent être traduites dans le processus politique, et comment les politiciens peuvent les utiliser pour gagner des élections. Parce que, tant qu'ils ne les considéreront pas comme des stratégies gagnantes, ils n'iront pas vraiment, l'un après l'autre, concourir sur cette plateforme. Obama a été une grande déception de ce point de vue. Il était chargé d'un mandat massif pour le changement mais a fait peu de choses.

Nous sommes souvent pessimistes ou même cyniques quant à la capacité des politiciens d'offrir du changement. Mais notez que cette capacité, en démocratie, dépend de ce que la population veut. Aussi, peut-être devrions-nous nous tourner davantage vers nous-mêmes que vers les politiciens pour comprendre pourquoi changer le modèle économique actuel est si difficile. Malgré plusieurs effets négatifs du néolibéralisme (que j'ai mentionnés plus haut), un large segment de la population en a bénéficié, et même certains parmi ceux qui n'y ont pas gagné « objectivement » ont totalement internalisé ses valeurs.

Il semble que nous voulions tous une maison achetée sans acompte, nous achetons une deuxième voiture si nous obtenons un crédit pas cher, nous avons des factures sur nos cartes de crédit bien au-delà de nos moyens, nous ne voulons pas d'augmentation des prix de l'essence, nous voulons voyager en avion même si cela génère de la pollution, nous mettons en route la climatisation dès qu'il fait plus de vingt-cinq degrés, nous voulons voir tous les derniers films et DVDs, nous avons plusieurs postes de télévision dernier cri, etc. Nous nous plaignons souvent d'un emploi précaire mais nous ne voulons renoncer à aucun des bénéfices, réels ou faux, qui dérivent de l'approche Reagan/Thatcher de l'économie.

Quand une majorité suffisante de personnes aura un sentiment différent, je suis sûr qu'il y aura des politiciens qui le comprendront, et gagneront des élections avec ce nouveau programme (pro-égalité), et le mettront même en œuvre. Les politiciens sont simplement des entrepreneurs : si des gens veulent une certaine politique, ils l'offriront, de la même manière qu'un établissement vous proposera un café gourmet pourvu qu'un nombre suffisant parmi nous le veuille et soit prêt à payer pour cela.

SP – Est-ce que l'inégalité est devenue une devise commune dans le monde d'aujourd'hui, ou bien la prospérité est-elle davantage partagée que par le passé ?

BM – L'inégalité globale, l'inégalité entre les citoyens du monde, est à un niveau très élevé depuis vingt ans. Ce niveau est le plus élevé, ou presque, de l'histoire : après la révolution industrielle, certaines classes, et puis certaines nations, sont devenues riches et les autres sont restées pauvres. Cela a élevé l'inégalité globale de 1820 à environ 1970-80. Après cela, elle est

© Sens Public

restée sans tendance claire, mais à ce niveau élevé. Mais depuis les dix dernières années, grâce aux taux de croissance importants en Chine et en Inde, il se peut que nous commencions à voir un déclin de l'inégalité globale. Si ces tendances se poursuivent sur les vingt ou trente prochaines années, l'inégalité globale pourrait baisser substantiellement. Mais l'on ne devrait pas oublier que cela dépend crucialement de ce qui se passe en Chine, et que d'autres pays pauvres et populeux comme le Nigeria, le Bangladesh, les Philippines, le Soudan, etc., n'ont pas eu beaucoup de croissance économique. Avec la croissance de leur population, il se peut qu'ils poussent l'inégalité globale vers le haut.

D'un autre côté, le monde est plus riche aujourd'hui qu'à n'importe quel autre moment dans l'histoire. Il n'y a aucun doute sur ce point. Le 20e siècle a été justement appelé par [l'historien britannique] Eric Hosbawm « le siècle des extrêmes » : jamais des progrès aussi importants n'avaient été réalisés auparavant pour autant de monde, et jamais autant de monde n'avait été tué et exterminé par des idéologies extrêmes. Le défi du 21e siècle est de mettre fin à ce dernier point. Mais les développements de la première décennie de ce siècle n'ont pas produit beaucoup de raisons d'être optimiste.

SP – Quel serait le meilleur moyen de limiter les inégalités dans un monde globalisé ?

BM – Il y a trois moyens pour s'y prendre. Le premier est une plus grande redistribution du monde riche vers le monde pauvre. Mais l'on peut aisément écarter ce chemin. L'aide au développement officielle totale est un peu au-dessus de 100 milliards de dollars par an, ce qui est à peu près équivalent à la somme payée en bonus pour les « bonnes performances » par Goldman Sachs depuis le début de la crise. De telles sommes ne seront pas une solution à la pauvreté mondiale ou à l'inégalité globale, et de plus, ces fonds vont diminuer dans la mesure où le monde riche a du mal à s'extraire de la crise.

La deuxième manière consiste à accélérer la croissance dans les pays pauvres, et l'Afrique en particulier. C'est en fait la meilleure façon de s'attaquer à la pauvreté et à l'inégalité tout à la fois. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Même si la dernière décennie a été bonne généralement pour l'Afrique, le bilan global pour l'ère post-indépendance est mauvais, et dans certains cas, catastrophiquement mauvais. Ceci étant, je ne suis pas tout à fait pessimiste. L'Afrique sub-saharienne a commencé à mettre de l'ordre dans certains de ses problèmes, et pourrait continuer à avoir des taux de croissance relativement élevés. Cependant, le fossé entre les revenus moyens d'Afrique et d'Europe est désormais si profond, qu'il faudrait quelques centaines d'années pour l'entamer significativement.

Ce qui nous laisse une troisième solution pour réduire les disparités globales : la migration. En principe, ça n'est pas différent du fait d'accélérer la croissance du revenu dans un quelconque

pays pauvre. La seule différence – mais politiquement c'est une différence significative – est qu'une personne pauvre améliore son sort en déménageant ailleurs plutôt qu'en restant là où elle est née. La migration est certainement l'outil le plus efficace pour la réduction de l'inégalité globale. Ouvrir les frontières de l'Europe et des États-Unis permettrait d'attirer des millions de migrants et leurs niveaux de vie s'élèveraient. On voit cela tous les jours à une moindre échelle, mais on l'a vu également à la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle, quand les migrations étaient deux à cinq fois supérieures (en proportion de la population d'alors) à aujourd'hui. La plupart de ceux qui migraient augmentaient leurs revenus.

Cependant il y a deux problèmes importants avec la migration. Premièrement, cela mènerait à des revenus plus bas pour certaines personnes vivant dans les pays d'accueil, et elles utiliseraient (comme elles le font actuellement) tous les moyens politiques pour l'arrêter. Deuxièmement, cela crée parfois un « clash des civilisations » inconfortable quand des normes culturelles différentes se heurtent les unes aux autres. Cela produit un retour de bâton, qui est évident aujourd'hui en Europe. C'est une réaction compréhensible, même si beaucoup d'Européens devraient peut-être réfléchir à l'époque où ils émigraient, que ce soit de manière pacifique ou de manière violente, vers le reste du monde, et combien ils y trouvaient des avantages. Il semble maintenant que la boucle soit bouclée : les autres émigrent vers l'Europe.

Entretien réalisé et traduit de l'anglais par Niels Planel.

Article publié en ligne : 2011/11
http://www.sens-public.org/spip.php?article886